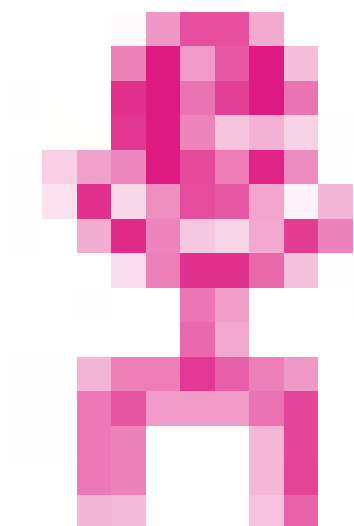


<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5094>



14 200 chemises ...

- SNES académique de Dijon - S3 - Editorial -



Date de mise en ligne : jeudi 28 avril 2016

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

À 70 € l'unité et par an, c'est ce que peut s'offrir le dirigeant démissionnaire d'Air France grâce à la hausse de 65 % de ses revenus en 2015 ! Quand les dirigeants politiques sont incapables de proposer à la jeunesse des perspectives d'insertion et d'émancipation sociales, faut-il s'étonner que jusqu'au ministre de l'économie, on promeuve l'idée que chaque jeune doit chercher à devenir milliardaire ? Les 15% des Français pauvres (vivant avec moins de 60% du revenu médian) apprécieront : tant qu'il y aura des milliardaires, il y aura des pauvres, ainsi va le capitalisme...

L'affaire « Panama Papers » a révélé l'ampleur de la fraude fiscale organisée à travers le monde. Cela a provoqué une kyrielle d'interventions comme autant de procès en immoralité. Certes ! Mais on ne peut s'arrêter là : l'accumulation de richesses passe par la spoliation et l'évitement de la contribution aux solidarités nationales et internationales. Avec 65 Mds d'euros de fraude annuelle et 500 Mds d'euros d'avoirs français dissimulés dans les paradis fiscaux, la France n'échappe pas au phénomène. Celui-ci contribue à créer artificiellement la dette publique sur laquelle prennent appui les politiques de domination économiques et sociales dictées par l'oligarchie (le monde de la finance !) : austérité, compression salariale, et évidemment, réforme du droit du travail ! Le SNES FSU appelle les professeurs, les parents, les citoyens que nous sommes à prendre part à la lutte pour le retrait du projet de loi travail !

Avec les manifestations syndicales et les mouvements Nuit Debout un vent de démocratie souffle sur cette fin de quinquennat qui en a bien besoin. Prenons l'exemple de notre ministère ! Celui-ci impose une réforme du collège ni faite ni à faire, dont personne ne veut : ni les enseignants, ni les parents, ni l'opinion publique. Une réforme qui nous donne l'autonomie locale sans la démocratie (seulement un établissement sur deux avait voté sur la répartition de la dotation au CA en mars), la bureaucratie locale sans la délibération ni le débat entre pairs, l'adaptation aux réalités locales sans la liberté pédagogique, la généralisation du fonctionnement imposé au lycée sans qu'aucun bilan contradictoire n'ait été sérieusement effectué !

Le renouveau d'un projet éducatif progressiste, du collège au lycée où il fasse bon enseigner et travailler avec ses collègues : c'est la raison d'être du SNES-FSU !

Rassemblons-nous, participons à la consultation mise en place sur l'action par le SNES-FSU et à la rentrée 2016, nous serons debout !